

# « Bonne nouvelle, le plus grand pollueur de la planète a commencé à se dépolluer »

Malgré l'ouverture de nouvelles centrales à charbon, les Chinois sont en passe de réussir leur pari de verdir leur économie, explique l'économiste **Cédric Philibert**

## ENTRETIEN

**C**édric Philibert est un chercheur plutôt optimiste sur la transition énergétique. Expert pendant dix-neuf ans à l'Agence internationale de l'énergie, il a publié en octobre *Climat. Les énergies de l'espoir* (Les Petits Matins, 224 pages, 20 euros). Selon lui, les choix industriels faits par la Chine vont permettre d'accélérer la décarbonation de l'énergie dans ce pays, mais aussi dans d'autres.

**Vous annoncez une « avalanche » de réductions des gaz à effet de serre, alimentée par les technologies vertes chinoises. Est-ce que le plus grand pollueur de la planète va sauver celle-ci ?**

Ce qui est certain, c'est que si le plus grand pollueur ne se dépollue pas, on ne sauvera pas la planète. La bonne nouvelle, c'est que la Chine a commencé à le faire. C'est l'aboutissement d'une stratégie qui a débuté il y a une quinzaine d'années. Les émissions chinoises de gaz à effet de serre ont atteint un plateau il y a dix-huit mois. Il faut être prudent, mais il est probable qu'elles vont commencer à baisser, avant même l'objectif officiel chinois de 2030. Et, du même coup, les émissions de la planète entière aussi. En 2025, la capacité de production de l'énergie solaire mondiale va s'accroître d'environ 650 gigawatts [GW], dont plus de 50 % en Chine. Un gigawatt, c'est la puissance d'une centrale nucléaire.

**Les efforts chinois n'expliquent pas tout. Le ralentissement de l'économie a aussi joué un rôle dans cette inflexion...**

C'est vrai. Notamment la chute de l'activité dans la construction, car l'acier et le ciment consomment beaucoup de charbon. Mais la montée en puissance de la part des énergies renouvelables dans la production d'électricité et le recul de la part du charbon, eux, sont une dynamique structurelle.

**De nombreuses centrales électriques au charbon continuent pourtant à être ouvertes chaque année. Les capacités devraient encore augmenter d'environ 80 GW en 2025...**

Si les Chinois augmentent le nombre de leurs centrales, cela ne veut pas dire que la consommation de charbon va augmenter. Plus efficaces et flexibles que les anciennes, les nouvelles centrales à charbon vont intervenir en appui des énergies renouvelables, pour pallier l'intermittence. Elles ne fonctionneront pas en continu mais, à terme, uniquement quand il y aura ni soleil ni vent. Autrement dit, chaque centrale va consommer moins de charbon.

**L'industrie chinoise consomme également beaucoup de charbon...**

Sa consommation augmente dans l'industrie carbochimique (ammoniac, plastique...), un secteur qui pèse bien moins lourd que le ciment ou l'acier, où sa consommation diminue. Il sert aussi à produire du silicium, indispensable aux cellules photovoltaïques. C'est là un vrai paradoxe, mais le bilan global du photovoltaïque sur les émissions de gaz à effet de serre n'en reste pas moins positif.

**La Chine est devenue le leader mondial des énergies vertes, avec pour conséquence une baisse des prix des panneaux solaires ou des voitures électriques dans le monde. Est-ce cela, la bonne nouvelle pour la planète ?**

La Chine fournit à nombre de pays les éléments de leur transition : panneaux photovoltaïques, batteries, centrales nucléaires, etc. Aujourd'hui, c'est la Chine qui diminue sa consommation de charbon. Demain, ce sera l'Afrique du Sud, le Vietnam, l'Indonésie, le Pakistan... Sur la seule année 2025, le Pakistan a acheté 6 GW de capacités de production d'énergie solaire à la Chine.

Evidemment, cette offensive chinoise a détruit notre industrie photovoltaïque, ce qui n'est pas réjouissant. Mais en favorisant les usages de l'énergie solaire dans le

monde, elle a un impact bénéfique indéniable sur les émissions de gaz à effet de serre. La part dans l'électricité des renouvelables a longtemps été limitée à 20 %, ce qui correspondait à l'hydroélectricité. En 2023, on a passé les 30 % ; en 2027 ou 2028, on passera les 40 %. Et dans moins de dix ans, peut-être dès 2032, la moitié de l'électricité mondiale sera renouvelable. L'accélération est en cours. En 2005, on a pris toute l'année pour installer 1 GW de solaire dans le monde ; en 2015, on faisait cela tous les mois ; et depuis 2023, c'est tous les jours !

La décarbonation de l'électricité est donc bien engagée. Il faudra ensuite, avec cette électricité, chasser les énergies fossiles dans les transports, l'industrie, le bâtiment. C'est une autre paire de manches, parce qu'il est difficile pour un pays de passer tout seul à l'acier vert, dont la production est plus coûteuse. Pour éviter une concurrence faussée, il faut faire en sorte que tous les producteurs le fassent concomitamment.

**Pas facile dans le contexte géopolitique actuel...**

Tout à fait. On a été à deux doigts de trouver un accord sur les transports maritimes – mais Donald Trump s'y est opposé brutalement, et la décision est reportée.

**Est-ce que le chemin le plus rapide vers la décarbonation serait d'ouvrir largement les frontières aux panneaux solaires et aux véhicules électriques chinois ?**

Pour ce qui est des panneaux solaires, c'est déjà le cas : la Chine contrôle 90 % du marché. Cela dit, il ne faut pas trop le regretter : c'est l'installation locale des panneaux, et non leur fabrication, qui procure le plus d'emplois.

**N'y a-t-il pas un enjeu en matière de souveraineté ?**

La souveraineté, c'est de se libérer de la dépendance des énergies fossiles le plus vite possible, au profit de sources d'énergie locales, et le solaire en fait partie. Donc plus on achète de panneaux solaires à la Chine, plus vite on devient souverain.

**« IL EST PROBABLE QUE LES ÉMISSIONS CHINOISES DE GAZ À EFFET DE SERRE BAISSENT AVANT L'OBJECTIF OFFICIEL DE 2030 »**



YANN LEGENDRE

Pour autant, étant donné l'explosion de l'énergie solaire à venir, je pense qu'il y aura de la place pour quelques producteurs ailleurs qu'en Chine : en Inde, aux États-Unis, en Afrique et en Europe.

**Que se passerait-il si, pour faire pression, les Chinois cessaient de nous vendre des modules photovoltaïques ?**

Pas grand-chose, en réalité, car les panneaux déjà installés continueraient à produire de l'électricité. Nous ne serions pas pris à la gorge comme avec un embargo pétrolier ou gazier. Je ne vois pas bien quel serait l'intérêt des Chinois d'agir de la sorte.

**Nous assistons en 2025 à des reculs politiques sur l'écologie aux États-Unis et même en Europe. La Chine est-elle immunisée contre un tel phénomène ?**

Le passage à une énergie décarbonée est un objectif central dans la stratégie du pouvoir à Pékin. Le problème, c'est que ce n'est pas forcément la stratégie de toutes les régions du pays. Elles ont une forme d'autonomie. Depuis 2014, par exemple, elles autorisent l'ouverture de centrales au charbon. D'où une explosion de projets, que le pouvoir central n'a que partiellement réussi à bloquer.

Les régions sont préoccupées par la sécurité de l'approvisionnement énergétique et par l'emploi, dans les mines notamment. Elles résistent donc à la marche vers la neutralité carbone. Le pouvoir central doit en tenir compte, pour garder ses soutiens régionaux. Mais il garde le cap, d'autant que les intérêts industriels et commerciaux de la Chine sont alignés avec la transition énergétique.

**La Chine devient-elle un pays moteur dans les COP, les conférences internationales annuelles sur le climat ?**

J'ai participé ou assisté à presque toutes les COP depuis la première, en 1995, jusqu'à celle de Paris, en 2015. Depuis le début, les pays du Sud, à commencer par la Chine, considèrent que c'est aux pays du Nord de faire les efforts nécessaires. Ils considèrent qu'ils ont un droit à rattrapage industriel. Mais, in fine, lorsque la tension entre le Sud et le Nord était trop forte, c'étaient toujours les Chinois qui faisaient le petit pas permettant de poursuivre le dialogue. Pékin avait besoin de temps pour se préparer à la transition énergétique, mais ne voulait surtout pas casser le système des COP. Puis, en 2020, Xi Jinping s'est engagé sur l'objectif de neutralité carbone en 2060. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR PASCAL RICHÉ



LA CHRONIQUE  
DE THOMAS PIKETTY

## La brutalité trumpiste est un signe de faiblesse

**P**our mieux comprendre ce qui a rendu possible le retour de la violence trumpiste – et comment y faire face à l'avenir –, il faut commencer par revenir aux sources, c'est-à-dire au *Project 2025*, ce rapport de 920 pages publié en 2023 par la Heritage Foundation, le plus influent think tank conservateur de Washington. Ministère par ministère (sécurité, immigration, éducation, énergie, commerce, etc.), le rapport

décrivait la stratégie à suivre après l'arrivée au pouvoir visée pour janvier 2025, allant jusqu'à préciser le contenu et le calendrier des *executive orders*, ces décrets présidentiels signés en public et en cascade par Donald Trump depuis l'investiture. Le rapport s'appuyait sur les travaux de centaines d'experts conservateurs – c'est ainsi qu'ils se désignent – rassemblés par cette fondation richement dotée par des entreprises et des milliardaires. Ce qui frappe le plus quand on lit ce rapport aujourd'hui, c'est le degré de préparation technique, politique et idéologique derrière l'administration Trump. Au cours de l'année écoulée, ce dernier a suivi quasiment à la lettre les plans établis dans le cadre du *Project 2025*. Et la nouvelle doctrine de sécurité nationale publiée le 5 décembre par la Maison Blanche s'apparente à du copier-coller de ce projet.

De façon révélatrice, le *Project 2025* distingue plusieurs ennemis politiques et idéologiques. Il y a d'abord les libéraux mondialistes, adeptes du libre-échange absolu et de la mondialisation heureuse, qui apparaissent comme les idiots utiles. Faciles à battre et à détester, ces élites libérales se moquent de la désindustrialisation, des pertes d'emploi et de la destruction des communautés locales et des liens familiaux. À l'inverse, les fiers conservateurs du *Project 2025* se chargent de protéger ces communautés. D'abord en affirmant la puissance des États-Unis dans le monde, à grand renfort de droits de douane et d'extractivisme tous azimuts : saisies directes d'actifs (Ukraine, Panama, Groenland), tribut militaire imposé aux Européens, fuite en avant vers les énergies fossiles. Ensuite en réhabilitant l'effort, les valeurs familiales et le respect des hiérarchies naturelles et culturelles. La plaie de la *fatherlessness* (le fait de grandir sans père, situation qui touche notamment les minorités ethniques) est dénoncée en boucle et attribuée aux discours libéraux niant les rôles et les genres et piétinant la famille traditionnelle.

**Peur d'une dérive socialiste**

Mais le *Project 2025* est surtout préoccupé par un ennemi jugé beaucoup plus dangereux : les socialistes internationalistes et leurs projets de super-Etat mondial. La crainte peut faire sourire : les trumpistes ont parfois tendance à confondre de paisibles sociaux-démocrates européens avec d'effrayants révolutionnaires marxistes. Elle doit cependant être prise au sérieux. D'abord car les tenants du socialisme démocratique – Bernie Sanders ou Zohran Mamdani – sont devenus très populaires au cours des dix dernières années au sein de la jeunesse états-unienne.

**« LES ÉTATS-UNIS SONT EN TRAIN DE PERDRE LE CONTRÔLE DU MONDE »**

Ensuite et surtout parce que les auteurs du *Project 2025* semblent sincèrement traumatisés par les discussions sur la fiscalité internationale, les réparations climatiques ou la réforme du système financier qui se sont développées depuis la crise de 2008 et les accords de Paris de 2015. Ils exècrent la proposition du Brésil de création d'un impôt mondial sur les milliardaires, tout autant

que l'émission importante de monnaie internationale (les droits de tirages spéciaux du Fonds monétaire international) qui a eu lieu après les crises de 2008 et 2020. D'autant plus que les États-Unis vont bientôt perdre leur droit de veto sur ces décisions, à mesure que leur part décline dans le PIB mondial.

Un passage particulièrement révélateur concerne le commerce, qui prend la forme très inhabituelle dans le *Project 2025* de deux chapitres présentant des positions opposées. Le chapitre principal défend une avalanche de droits de douane très proches de ce que Trump a mis en place au cours de l'année 2025. Comme le président américain, l'auteur ne semble guère se faire d'illusions sur les créations d'emplois industriels qui pourraient en découler. De façon générale, le rapport témoigne d'une empathie limitée pour les plus pauvres et s'appuie sur une approche instrumentale, paternaliste et hiérarchique du vote ouvrier. L'objectif principal des droits de douane semble être de fournir des recettes au gouvernement fédéral et de poursuivre l'entreprise de démolition de l'impôt progressif (projet commun des libéraux et des conservateurs depuis les années 1980, mais sur lequel ces derniers ont toujours eu une longueur d'avance).

Le second chapitre dévoué au commerce désapprouve cette stratégie. L'auteur conservateur dissident craint qu'en remettant en cause aussi ouvertement les principes du libre-échange, on finisse par ouvrir un boulevard à la planification socialiste mondiale. À l'avenir, les ennemis du marché s'appuieront sur ce précédent pour réguler les échanges en fonction de critères sociaux et climatiques : le cauchemar absolu pour les conservateurs. Les trumpistes ont finalement fait le choix du protectionnisme, pour des raisons à la fois électorales et financières, mais la peur d'une dérive socialiste est clairement posée.

De fait, le véritable ennemi de la droite nationaliste et extractiviste incarnée par les trumpistes est la gauche sociale-démocrate mondiale. Cette dernière peut l'emporter, à condition qu'elle sache s'organiser et sortir des ornières libérales du passé. La brutalité trumpiste est un signe de faiblesse. Les États-Unis sont en train de perdre le contrôle du monde. Outre-Atlantique, certains pensent y échapper en sortant les armes et en ordonnant aux Européens de conserver leur pureté raciale pour préserver l'alliance occidentale. Ils ne feront que ternir un peu plus l'image de leur pays et convaincre le reste du monde que l'avenir devra de plus en plus souvent s'écrire sans eux. ■

**Thomas Piketty**  
est directeur  
d'études à l'École  
des hautes études  
en sciences sociales,  
École d'économie  
de Paris